

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1764

Artikel: Autre Davos : l'altermondialisme moribond : que sont les promesses de Porto Alegre devenues?
Autor: Tille, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012385>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

David et Goliath dans la Broye

Leçon de choses sur l'implantation de Yahoo! à Avenches

Pierre Imhof (17 janvier 2008)

Les associations de protection de l'environnement sont souvent accusées d'abuser du droit de recours qui leur est conféré. Elles l'utiliseraient dans le seul but de négocier des arrangements ou des compensations sans lien direct avec le projet attaqué. Et leur activisme aurait pour effet de retarder inutilement des projets créateurs d'emplois. Accusations, on le sait, largement infondées quand on prend la peine de se renseigner sur le taux d'acceptation élevé de ces recours.

La pratique dont seraient coupables les associations est

ouvertement utilisée par deux communes fribourgeoises: Villarepos et Misery-Courtion s'opposent au projet d'implantation du géant américain *Yahoo!* sur la commune voisine d'Avenches, dans le seul but d'obtenir le soutien de cette dernière dans leur lutte contre la ligne à haute-tension Galmiz-Verbois, un projet indépendant de celui contre lequel elles font opposition.

Un parti de droite va-t-il proposer de supprimer le droit de recours des communes en raison de l'usage abusif qu'elles en font?

Cela dit, l'affaire permet de s'interroger sur le bien-fondé des cris de joie régionaux entendus à l'annonce de l'implantation de *Yahoo!* à Avenches. La société américaine occupera une parcelle de 36'000 m², édifiera un bâtiment de 19'800 m² et consommera jusqu'à 20 gigawattheures d'électricité par an, l'équivalent d'une ville de 10'000 habitants, pour ne créer que 35 emplois. A peine plus qu'un artisan local qui se contente de quelques centaines de mètres carrés.

Autre Davos: l'altermondialisme moribond

Que sont les promesses de Porto Alegre devenues?

Albert Tille (18 janvier 2008)

Le *World Economic Forum* reste l'inausable rendez-vous mondain de Davos. Son concurrent social, qui triomphait à Porto Alegre en 2001, est une espèce en voie de disparition.

Surprenante mobilisation d'opinion à l'aube du troisième millénaire: une nébuleuse d'organisations syndicales, religieuses ou citoyennes se solidifiait pour créer une réunion planétaire. Le Forum social mondial volait la vedette médiatique aux grands du monde économique et

politique. Espoir immense: les propos du dirigeant d'une mini organisation syndicale brésilienne ou des paysans sans terre recueillaient autant d'écho que ceux du vice-président des Etats-Unis ou du directeur de l'OMC. Un autre monde devenait possible. Pour conforter son image de penseur correct, une personnalité de gauche devait faire le voyage de Porto Alegre. Le mouvement anti mondialiste, rebaptisés altermondialiste, était né et générerait des oppositions violentes contre le *World Economic Forum*, l'OMC et autres sommets des grands.

Davos doit se barricader. Mais le Forum économique change également son menu. Il invite les contestataires et introduit dans ses débats des interrogations sociales et environnementales.

Huit ans plus tard le climat a changé. L'armée bloque toujours, fin janvier, l'accès à Davos pour prévenir une improbable invasion contestataire. Les thèmes centraux du Forum redeviennent essentiellement économiques: promotion de l'innovation, puissance de la Chine et de l'Inde. Le Forum

social mondial, concurrent de Davos, s'est progressivement étioilé. La réunion mondiale de 2008 sera uniquement virtuelle. Le site www.wsf2008.net, boîte à idées altermondialiste, permet à chaque organisation locale de décrire ce qu'elle fera le 26 janvier, le *Global Action Day*. «Faites-le chez vous» se borne à conseiller Attac France. En Belgique, on organise une visite alternative de Bruxelles. En Suisse, l'Autre Davos organise un forum au *Volkshaus* de Zurich avec la

participation de Jean Ziegler et de Susan George. Invités à Davos, *Public Eye* et la Déclaration de Berne éliront les chefs d'entreprises les plus malfaisants de la planète.

Les altermondialistes sont en perte de vitesse. Mais ils n'ont pas perdu leur capacité d'analyse ni leur esprit critique. Si le néolibéralisme est en crise, ils concèdent qu'une issue altermondialiste est très peu probable à moyen terme. La mobilisation sans effet contre la guerre en Irak a créé

un sentiment d'impuissance chez les militants. Les oppositions entre les préoccupations sociales et environnementales ont divisé le mouvement qui n'a pas été capable de proposer un modèle capable de démontrer qu'un autre monde est possible.

Pour faire un résumé brutal, la révolution mondiale, après la chute du Mur, se réduit, début 2008, à quelques centaines de sites sur la toile.

L'évaluation-gadget (suite): la ministre de la culture

Une conception erronée de l'évaluation comme de la politique

Jean-Daniel Delley (16 janvier 2008)

Les informations qui filtrent progressivement sur l'opération d'évaluation des ministres français confirment nos craintes (DP 1762). Le Monde présente les critères qui permettront de mesurer l'action de la ministre de la culture et de la communication.

Ainsi la priorité donnée par le président à l'éducation artistique est traduite par «la proportion de jeunes d'âge scolaire qui ont bénéficié d'une action éducative et culturelle de la part d'une structure subventionnée par le ministère» et «le nombre d'établissements scolaires qui intègrent un volet artistique à

leur projet d'établissement». Il ne s'agit là que de conditions pour développer l'éducation artistique. Mais seront-elles suffisantes? Quels résultats ces moyens produiront-ils? Même si ces critères sont respectés, ils ne disent rien de l'impact d'une telle politique sur les jeunes. Il n'est pas sûr que l'éducation artistique – de quelle qualité? – produise les résultats visés, à savoir notamment une amélioration de la compétence artistique des élèves. Une véritable évaluation doit mesurer plus que ce que les spécialistes nomment les extrants (*outputs*) – à savoir les indicateurs mentionnés ci-dessus – et s'intéresser aux effets attendus (*outcomes*).

Cette conception étreiquée de l'évaluation sert d'abord à valoriser rapidement les activités facilement quantifiables du ministère de la culture – combien d'argent dépensé pour les monuments historiques, d'heures de programmes culturels sur les chaînes publiques de télévision, de visites dans les musées par exemple. Elle privilégie l'activisme et néglige les effets ultimes que devraient susciter les mesures adoptées et mises en œuvre, des effets qui ne sont pas observables à court terme. Dans ce sens, cette évaluation reflète bien le mode de gouvernement du président Sarkozy.